



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

ACCORD-CADRE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

**PRESTATIONS DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE INDIVIDUEL ET COLLECTIF
DANS LE CADRE D'UN DISPOSITIF DE PREVENTION
DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX (RPS)**

LOT 1

REFERENCE CCTP : SRH-2024-061

Préambule.....	3
ARTICLE 1 - CONTEXTE GÉNÉRAL.....	5
1. Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.....	5
2. Etablissement des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer .	5
3. Institut national de l'origine et de la qualité, INAO.....	6
4. Centre national de la propriété forestière, CNPF.....	6
5. Institut français du cheval et de l'équitation, IFCE :	6
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3 – PERIMETRE.....	7
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	7
4.1 Appel de déclenchement du psychologue par les signalants désignés par les membres du groupement (UO 1).....	7
a) Les acteurs susceptibles de déclencher la prestation de soutien psychologique individuel (signalant) pour le MASA.....	8
❖ Les assistants de service social du personnel (ASS).....	8
❖ Les médecins du travail.....	8
❖ La cellule de signalement des actes de violence, de discriminations, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes.....	9
b) Les acteurs susceptibles de déclencher la prestation de soutien psychologique individuel (signalant) pour les autres membres du groupement	10
4.2 Consultation d'un psychologue en face à face (UO 2) et consultation d'un psychologue en distanciel (séance de ¾ heure) (UO 3).....	10
4.3 Appel de déclenchement du psychologue directement par l'agent (UO 4)11	
4.4 Intervention dans une structure suite à un événement grave potentiellement traumatisant ou en cas de situation de tensions ou de crise au sein d'un service (UO 5).....	11
ARTICLE 5- SUIVI DU DISPOSITIF PAR L'ADMINISTRATION.....	12

Préambule

Conformément à l'accord-cadre du 22/10/2013 relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS) dans la fonction publique et à la note de service SG/SRH/SDDPRS/2014-629 du 30/07/2014, la prévention des risques psychosociaux est intégrée dans les pratiques managériales et l'exercice des missions d'appui aux agents du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) et de ses opérateurs

Les missions d'appui aux agents sont assurées principalement par les acteurs de la prévention et de l'accompagnement qui sont notamment les ingénieurs généraux d'appui aux personnes et aux structures (IGAPS), les médecins du travail, les inspecteurs en santé et sécurité au travail (ISST), et les assistants de service social (ASS).

Ils ont vocation à intervenir aux trois niveaux de prévention des RPS en accompagnement des managers :

- La prévention primaire a pour objectif de réduire voire de supprimer la probabilité de survenue du risque avant son apparition.

De par leurs fonctions les acteurs de prévention apportent des éléments d'observation qui participent à l'identification des facteurs de risque.

- La prévention secondaire intervient lorsque le risque est repéré. Les acteurs de prévention peuvent proposer des actions de prévention dans le but d'en réduire les effets.

- La prévention tertiaire vise à limiter les conséquences du risque présent. Elle consiste en général en actions curatives.

Dans le champ de la prévention, pour les demandes individuelles des agents, les acteurs de la prévention et de l'accompagnement de chacun des membres du groupement de commande observent, dans leur exercice professionnel, un besoin de prise en charge de la souffrance psychique exprimée par les agents en lien ou non avec leur activité professionnelle qui peut nécessiter une orientation vers un psychologue clinicien pour un soutien psychologique.

Ces acteurs sont également sollicités par les services confrontés à des événements graves et/ou traumatisants tels que les agressions, incivilités, violences, homicide, blessures involontaires (accident de la circulation, accident de travail), harcèlement, suicide, décès naturel,

Par ailleurs, conformément au décret n°2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique, le ministère de l'agriculture et ses opérateurs dispose d'une cellule de signalement externalisée chargée du recueil, de l'écoute et du traitement

des signalements individuels portant sur des actes de violence, de discriminations, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes.

Dans le cadre de son activité, la cellule de signalement peut constater le besoin de prise en charge de la souffrance psychique exprimée par le signalant qui nécessite un soutien psychologique.

L'accès aux prestations décrites ci-après est ouvert par le biais d'une convention de groupement de commandes aux opérateurs mentionnés ci-dessous :

- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, MASA,
- Etablissement des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer,
- Institut national de l'origine et de la qualité, INAO,
- Centre national de la propriété forestière, CNPF,
- Institut français du cheval et de l'équitation, IFCE.

ARTICLE 1 - CONTEXTE GÉNÉRAL

1. Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Les grandes missions du MASA sont :

- Le développement durable des filières agricoles, alimentaires et forestières et des territoires ruraux ;
- La qualité et la sécurité de l'alimentation, ainsi que la santé animale et végétale ;
- L'enseignement et la recherche agricoles.

Le MASA compte 29 612¹ agents qui participent à ces missions. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire français (métropole et outre-mer). Plus de la moitié d'entre eux exercent leur activité dans le secteur de l'enseignement agricole, technique ou supérieur, public ou privé. L'administration centrale (AC) du ministère regroupe 1 961 agents. Les autres agents sont localisés dans les services déconcentrés (SD) et les établissements d'enseignement agricole technique et supérieur répartis sur le territoire français.

L'ensemble de cette communauté de travail peut être confronté à des risques psychosociaux.

2. Etablissement des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer

FranceAgriMer est un établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère en charge de l'agriculture, créé en 2009 par la fusion de différents offices agricoles.

FranceAgriMer éclaire, oriente et accompagne les acteurs des filières françaises de l'agriculture et de la pêche, rassemblées au sein d'un même établissement. Ainsi, l'établissement :

- Verse des aides au titre de fonds européens et nationaux : FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières et de régulation des marchés
- Collecte, analyse et diffuse des données économiques : FranceAgriMer assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité
- Organise le dialogue avec les filières : au sein de ses conseils et commissions, FranceAgriMer organise la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques de l'agriculture et de la pêche
- Soutient les exportateurs : FranceAgriMer est un des acteurs du développement à l'international des secteurs agricole et agroalimentaire.

Pour effectuer l'ensemble de ses missions, FranceAgriMer emploie 1 001 personnes dont 339 en région².

¹ Données en date du 31 décembre 2023.

² Données en date du 31 décembre 2023.

Le siège social de FranceAgriMer se situe à Montreuil (93). Trois délégations nationales y sont rattachées : Libourne (33), où sont gérées des missions nationales et certaines des mesures de l'organisation commune de marché vitivinicole ; La Rochelle (17), où se trouve un laboratoire actif et reconnu dans le domaine des céréales, bois et plants de vigne ; Volx (04), où s'effectue le suivi des plantes à parfum, aromatiques et médicinales, ainsi que des productions méditerranéennes (huile d'olive, blé dur et riz). En région, FranceAgriMer dispose de services territoriaux affectés dans les 12 Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) métropolitaines. L'ensemble de cette communauté de travail peut être confronté à des risques psychosociaux.

3. Institut national de l'origine et de la qualité, INAO

L'institut National de l'origine et de la qualité est un établissement public administratif sous tutelle du MASA en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine des produits agricoles et agroalimentaires : Appellation d'Origine Contrôlée (AOC), Appellation d'Origine Protégée (AOP), Indication Géographique protégée (IGP), Spécialité Traditionnelle Garantie (STG), Label Rouge (LR) et Agriculture Biologique (AB).

L'INAO compte 246 agents³. L'ensemble de cette communauté de travail peut être confronté à des risques psychosociaux.

4. Centre national de la propriété forestière, CNPF

Le CNPF est un établissement public administratif national, opérateur de l'Etat, en charge de la gestion durable de la forêt privée (soit 75 % du couvert forestier français). Il a une mission générale de développement, d'orientation et d'amélioration de la gestion des forêts privées.

Le CNPF est constitué de 10 délégations régionales (Centres régionaux de la propriété forestière - CRPF), de 2 SUF (Institut pour le développement forestier IDF – C+FOR Forêt et Carbone), et du CNPF-SG (siège), soit 13 services gestionnaires au total.

Il emploie environ 490 agents déployés sur l'ensemble du territoire métropolitain (Corse comprise) et rattachés aux services gestionnaires susmentionnés.

L'ensemble de cette communauté de travail, composé de personnels techniques et administratifs, peut être confronté à des risques psychosociaux.

5. Institut français du cheval et de l'équitation, IFCE :

- L'IFCE est l'institut technique de référence au service des acteurs de la filière cheval dont les grandes missions sont :
- Assurer l'expertise réglementaire et l'accompagnement de la filière équine
- Sécuriser la traçabilité sanitaire et zootechnique des équidés
- Contribuer aux politiques de soutien des sports équestres
- L'IFCE compte environ 700 agents qui participent à ces missions. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire français.

³
Données en date de février 2025.

- L'IFCE accueille en formation, tous les ans, environ 900 stagiaires pour des durées allant de quelques jours à une année. 230 stagiaires sont en formation pendant plus de 4 semaines dont 180 plus de 12 semaines.
- L'ensemble de la communauté de travail, y compris les stagiaires, peut être confronté à des risques psychosociaux.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la mise en place d'un dispositif de soutien psychologique individuel et/ou collectif à destination des agents exprimant une souffrance psychologique en lien ou ayant des répercussions sur le travail ; ayant été confrontés à un évènement grave et/ou traumatisant ou exerçant leurs fonctions au sein d'un collectif de travail en situation de tensions ou en crise (conflits, ambiances de travail dégradées...).

ARTICLE 3 – PERIMETRE

Ce marché est destiné à l'ensemble des agents exerçant dans les structures des membres du groupement, à savoir :

- Pour le MASA: l'administration centrale (AC), les directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), les directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) des départements ultramarins, les directions départementales des territoires (et de la mer) (DDT(M)), les directions départementales de la protection des populations (DDPP), les directions départementales de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations (DDETS-PP), les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle adulte (EPLEFPA) et les établissements d'enseignement supérieur, vétérinaires et agricoles, situés sur le territoire français (métropole et outre-mer). Les agents sur budget des établissements d'enseignement agricole technique et supérieur sont exclus du présent marché.
- Pour les autres membres du groupement, leurs sièges et délégations régionales et antennes.

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le pilotage du dispositif afférent aux prestations décrites ci-dessous est assuré au niveau national par l'interlocuteur désigné par chacun des membres du groupement concerné lors de la réunion de lancement du marché.

Le titulaire du marché doit prévoir de réaliser une enquête de satisfaction pour chacune des prestations décrites ci-après.

4.1 Appel de déclenchement du psychologue par les signalants désignés par les membres du groupement (UO 1)

Le prestataire met à disposition des signalants désignés par les membres du groupement un numéro dédié non surtaxé, 5 jours sur 7, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 8 h à 20 h (horaire de la métropole). Les services d'outre-mer doivent tenir compte du décalage horaire.

Ce numéro de téléphone doit être opérationnel dans un délai de 48 heures après la notification du marché. Il doit être accessible aux agents en situation de handicap et, il doit garantir l'anonymat et la confidentialité des échanges.

Le répondant à ce numéro vert dédié doit être un psychologue clinicien car cet appel téléphonique est un véritable entretien permettant à l'appelant d'exposer et d'échanger avec le psychologue sur la situation de l'agent en souffrance.

Le psychologue informe le signalant de la suite donnée à la demande de prise en charge (adhésion ou non de l'agent aux propositions de consultations, nombre de consultations suivies, suite à donner...) sous la forme d'un entretien téléphonique de suivi.

Les coûts de mise à disposition du numéro dédié non surtaxé sont compris dans les coûts de la prestation.

a) Les acteurs susceptibles de déclencher la prestation de soutien psychologique individuel (signalant) pour le MASA

❖ Les assistants de service social du personnel (ASS)

Le service social du personnel se compose de :

- 15 assistants de service social (ASS) et une conseillère technique, encadrés par une conseillère technique nationale, rattachée au BASS.
- plus de 130 ASS appartenant à quatre autres ministères (ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, ministère de la justice et ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles) interviennent au bénéfice des agents du MASA dans les établissements d'enseignement agricole technique et supérieur et dans les services déconcentrés, en métropole et dans les DOM.

Les ASS assurent un accompagnement individuel au bénéfice des agents qui les sollicitent, participent à l'organisation d'actions collectives d'information et d'échanges et alertent les responsables sur les situations à risque dans les services.

❖ Les médecins du travail

Le MASA dispose d'un médecin coordonnateur assurant le conseil technique et stratégique en matière de santé, de prévention médicale et d'amélioration des conditions de travail. A ce titre, il pilote et coordonne le réseau des médecins du travail compétent pour le périmètre ministériel, dans le cadre du programme nation de prévention des risques

professionnels pluriannuels et des chantiers de santé et sécurité au travail impulsés au niveau national.

La médecine du travail au bénéfice des agents du MASA (hors administration centrale où le suivi médical des agents est assuré par un médecin du travail à temps partiel assisté d'une infirmière) est principalement organisée dans le cadre d'un conventionnement avec les caisses locales de mutualité sociale agricole.

Si ce conventionnement est impossible, des accords sont conclus avec des services de médecine du travail inter-entreprises ou avec des services de médecine du travail d'autres Ministères. Cette mutualisation interministérielle tend à se développer.

Le service de médecine de prévention a pour mission de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail.

Les médecins du travail sont confrontés au risque psychosocial et à ses conséquences (en premier lieu le mal être et la souffrance mais aussi leur décompensation possible vers la psychopathologie).

Par ailleurs, ils répertorient aussi des situations de violence, des situations interprétées comme du "harcèlement", des états d'épuisement professionnel, des syndromes psycho traumatiques, des tentatives d'autolyse et des suicides avérés. Dans ce domaine, les médecins du travail assurent une prise en charge individuelle permettant une écoute, un soutien, un appui psychique pour l'agent. La préconisation d'une prise en charge spécialisée s'avère parfois nécessaire.

❖ La cellule de signalement des actes de violence, de discriminations, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes

Le MASA a mis en place une cellule de signalement, confiée à un prestataire, afin de recueillir les signalements individuels formulés par les agents qui s'estiment victimes d'agissements entrant dans le champ de compétences du dispositif (actes de violence, discriminations, harcèlement moral ou sexuel et agissements sexistes).

La cellule de signalement est chargée du recueil, de l'écoute et du traitement des signalements pour lesquels elle est saisie. A cette occasion, le prestataire est susceptible d'identifier un besoin de prise en charge de la souffrance psychique du signalant. Sous réserve de l'accord du signalant, le prestataire peut l'orienter vers une prestation de soutien psychologique individuel, objet du présent lot 1.

Il est précisé que les IGAPS, dans le cadre de leur mission d'appui individuel aux agents et aux structures, exercent une action de veille et d'alerte. A ce titre, ils peuvent solliciter le responsable de structure pour orienter un agent vers le médecin du travail en vue de

solliciter un soutien psychologique. Ils peuvent aussi orienter l'agent directement vers le médecin du travail ou l'ASS pour solliciter un soutien psychologique.

b) Les acteurs susceptibles de déclencher la prestation de soutien psychologique individuel (signalant) pour les autres membres du groupement

Ces acteurs seront désignés par chacun des membres du groupement de commande lors de la réunion lancement du marché qui se tiendra à l'issue de la notification du marché.

4.2 Consultation d'un psychologue en face à face (UO 2) et consultation d'un psychologue en distanciel (séance de ¾ heure) (UO 3)

Il s'agit d'un accompagnement psychologique individuel au bénéfice des agents.

A la suite du signalement (UO1), le prestataire prend l'attache de l'agent en souffrance pour un entretien. Les entretiens s'effectuent en priorité en face à face (**UO2**) ou, en cas d'impossibilité pour l'agent, par téléphone ou en visio (**UO3**).

Le prestataire donne un rendez-vous à l'agent en souffrance dans un délai maximum d'une semaine à compter de l'appel initial de signalement (UO1) et dans un cabinet situé à proximité du lieu de travail de l'agent ou de son domicile (choix donné à l'agent).

Les coûts des déplacements pour se rendre à ses entretiens sont à la charge de l'agent.

L'agent demandeur est tenu de respecter l'heure et la date du (ou des) rendez-vous ou, en cas d'empêchement, de le signaler au psychologue au moins 24h à l'avance.

Toute séance non annulée comme indiqué précédemment est réputée due par le membre du groupement l'ayant sollicité.

Les agents justifiant d'un suivi thérapeutique plus important sont réorientés vers un système de soins du secteur public ou privé et ne sont plus pris en charge financièrement au titre du présent marché. De même, les agents bénéficiant déjà d'un suivi psycho-psychiatrique sont exclus du dispositif.

Pour un même agent, les séances sont assurées par le même psychologue clinicien et limitées à : **3 entretiens individuels**, à raison de **¾ heure** chacun et pendant la durée totale du marché.

L'agent ne pourra bénéficier de cette prestation qu'une seule fois pendant la durée du marché.

Ce dispositif n'est pas adapté aux agents ayant déjà un suivi psycho-psychiatrique en cours.

NB : Les intervenants doivent obligatoirement justifier du titre de psychologue clinicien.

4.3 Appel de déclenchement du psychologue directement par l'agent (UO 4)

Le prestataire met à disposition des membres du groupement qui le demandent un numéro dédié non surtaxé, 5 jours sur 7, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 8 h à 20 h (horaire de la métropole). Ce numéro permet à tout agent de contacter directement le prestataire en vue d'un entretien avec un psychologue. Les services d'outre-mer doivent tenir compte du décalage horaire.

Ce numéro de téléphone doit être opérationnel dans un délai de 48 heures après la notification du marché. Il doit être accessible aux agents en situation de handicap et, il doit garantir l'anonymat et la confidentialité des échanges.

4.4 Intervention dans une structure suite à un événement grave potentiellement traumatisant ou en cas de situation de tensions ou de crise au sein d'un service (UO 5)

Le prestataire met à disposition des membres du groupement un numéro dédié non surtaxé, accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Ce numéro permet à l'équipe direction de contacter le prestataire pour mobiliser une intervention rapide et adaptée au contexte.

Commenté [AF1]: Ajout conformément à ce qui est appliqué aujourd'hui pour cette seule prestation

L'équipe de direction, en lien avec les acteurs de prévention locaux, confrontés à un événement grave et/ou traumatisant ou en cas de situation de tensions et/ou de crise au sein d'un service, peut contacter le prestataire pour un accompagnement.

L'équipe de direction décide avec le prestataire de la nécessité ou non d'une intervention sur site et des actions à mettre en place (entretiens individuels pour les agents victimes et/ou traumatisés, intervention sur le collectif de travail, numéro vert à disposition des éventuelles victimes).

Ces actions peuvent être mise en œuvre sans la validation dans la limite d'une journée. Au-delà d'une journée, une validation de l'interlocuteur désigné par le membre du groupement concerné est requise.

Pour toute intervention sur site (nécessitant ou non validation) le prestataire s'engage à communiquer le programme d'intervention auprès de l'interlocuteur désigné par le membre du groupement concerné.

Le prix d'une intervention (calculée en demi-journée), inclut notamment le temps de rédaction de la proposition d'intervention et du bilan rédigé à la fin de l'intervention, qui sera transmis au commanditaire.

NB : Les intervenants doivent obligatoirement justifier du titre de psychologue clinicien, de psychologue du travail et des organisations ou d'ergonome.

ARTICLE 5- SUIVI DU DISPOSITIF PAR L'ADMINISTRATION

Les coûts de suivi du dispositif sont compris dans les coûts de la prestation.

Le prestataire doit fournir à chacun des membres du groupement les livrables suivants :

- une fiche informatique transmise après chaque signalement (sauf pour l'UO 4). Cette fiche garantit l'anonymat de l'agent mais renseigne le nom du signalant, sa fonction, son affectation et celle de l'agent.
- un rapport statistique mensuel par type de prestation au plus tard le 15 du mois en cours pour le mois précédent,
- un bilan global annuel quantitatif et qualitatif au plus tard, le 15 janvier de l'année en cours.
- d'un bilan annuel de mesure du niveau de satisfaction par prestation permettant d'évaluer la qualité et les effets de la prestation mobilisée au plus tard, le 15 janvier de l'année en cours.

Ces éléments sont transmis par le titulaire du marché, sous format dématérialisé, à chacun des membres du groupement pour le périmètre le concernant. Ils sont envoyés aux interlocuteurs désignés par chacun des membres du groupement concerné, lors de la réunion de lancement du marché.

Pour ce faire, le prestataire doit mettre à disposition de l'administration un système sécurisé afin de permettre une remontée d'informations, par nature confidentielles.

Le rapport mensuel et le bilan annuel doivent comprendre les éléments suivants :

- concernant le signalant :

- Origine de la saisie (nom du signalant, fonction, affectation),
- Nombre d'appels des signalants traités par mois,
- Nombre d'appels par signalant.
- Répartition des appels par région administrative.

- concernant les consultations :

- Nombre de consultations par agent,
- Répartition des agents bénéficiaires par genre,
- Répartition des agents bénéficiaires par fonction exercée et par catégorie statutaire (titulaire ou contractuel, catégorie A, B ou C),
- Répartition des agents bénéficiaires par type de structure d'affectation et par département :

- pour le MASA : Administration centrale, DRAAF, DAAF, DDT(M), DDPP, DEETS-PP, établissements d'enseignement agricole technique, établissements d'enseignement agricole supérieur situés sur le territoire français (métropole et outre-mer),

- pour les autres membres du groupement, les types de structures d'affectation seront précisés lors de la réunion de lancement du marché.

Répartition des agents bénéficiaires par tranche d'âge (- de 35 ans, 35/50 ans, + de 50 ans

Répartition des agents bénéficiaires par problématique à l'origine de l'appel.

Le bilan annuel, en s'appuyant sur les rapports mensuels statistiques, doit être qualitatif et permettre d'identifier par grands secteurs d'activités (administration centrale, services déconcentrés, établissements d'enseignement agricole technique et supérieurs) les problématiques récurrentes, les repérer les situations potentiellement conflictuelles, les facteurs de stress les plus évoqués, les populations à risque. Il doit permettre la mise en perspective des facteurs générateurs des problématiques récurrentes et préconiser des pistes d'actions notamment de prévention à mettre en œuvre.